

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/Q1/HRV/2
19 mai 2003

(03-2679)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponse de la CROATIE à la question des COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES¹

La Mission permanente de la Croatie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 avril 2003.

Question

Il est indiqué à l'article 18 que les renseignements communiqués aux fins d'une enquête peuvent être déclarés confidentiels par une partie intéressée. Toutefois, la législation ne semble pas prévoir le traitement confidentiel de ces renseignements par les autorités. La Croatie peut-elle confirmer que les obligations énoncées à l'article 3:2 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes seront respectées et que les renseignements fournis à titre confidentiel par les parties intéressées ne seront pas divulgués sans l'autorisation de la partie qui les aura fournis?

Réponse

La République de Croatie respectera les obligations énoncées à l'article 3:2 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et les renseignements fournis par les parties intéressées ne seront pas divulgués sans l'autorisation de la partie qui les aura fournis.

¹ G/SG/Q1/HRV/1.